

NORAD, ou à toute autre alliance semblable, ne lui impose aucune contrainte en matière de politique extérieure. A mon avis, votre argument ne tient pas.

M. Cafik: Non, je n'ai pas dit cela.

Le professeur Brecher: Non, non. Alors, laissez-moi continuer. S'il y a des contraintes, il s'agit simplement de connaître leur nature. Seraient-elles qualitativement très différentes si le Canada ne faisait pas partie de ces alliances? Je dis qu'elles le seraient et que, par conséquent, le Canada y gagnerait en souplesse et qu'il pourrait adopter une attitude d'indépendance dans sa politique extérieure bien plus souvent qu'il ne l'a fait au cours des 20 dernières années, bien qu'à l'occasion il ait adopté une telle attitude dans les cadres précités.

M. Cafik: Très bien. Voici une dernière question, mais elle mènera peut-être à une autre supplémentaire. Je reviens sur le sujet du neutralisme. Dans votre exposé, vous dites que la meilleure façon pour un pays neutraliste de se tenir à l'écart des guerres est de les prévenir. Si notre pays était neutraliste, comme vous le souhaiteriez, et qu'à son avis la meilleure façon pour lui de prévenir la guerre soit de se ranger du côté de l'Europe parce que c'est une région névralgique, et qu'on attaque cette région, selon vous ce serait agir comme un pays neutraliste si le Canada, sans être en faveur de la guerre et ayant tout fait pour la prévenir, se portait à la défense de cette région.

Le professeur Brecher: Peut-être, mais, à mon avis, ce n'est pas à cette région que le Canada devrait s'attacher, parce que les 15 dernières années ont prouvé de façon irréfutable que les conflits aptes à dégénérer en escalade et à impliquer les grandes puissances et les superpuissances, ne se produisent ni en Europe occidentale, ni en Europe centrale, mais dans d'autres coins du monde, là où nous voyons ces guerres périphériques ou, comme on dit, ces guerres de brousse, et c'est précisément dans ces genres de conflits que l'apport du Canada serait, à mon avis, bien plus utile qu'un escadron aérien en Europe. Je pense qu'il faut d'abord déterminer quelles sont les régions où des conflits peuvent surgir...

M. Cafik: D'accord.

Le professeur Brecher: ...au cours des 20 prochaines années, et je suis convaincu que ce ne sera pas en Europe. Je pense que les preuves sont là.

M. Cafik: Puis-je ajouter à cela? Si l'Europe n'est pas témoin de conflits, c'est peut-être grâce à l'OTAN?

Le professeur Brecher: Même si c'est grâce à l'OTAN, ce n'est pas le rôle que le Canada y joue qui fait la force de dissuasion de cet organisme, parce que justement, ce rôle est si humble que la plupart des gens ne le remarquent même pas. Ici, je fais une distinction entre l'OTAN dans son ensemble et le rôle que le Canada y joue.

M. Cafik: Quel est l'apport du Canada à la force de frappe de l'OTAN?

Le professeur Brecher: Dites-le moi.

• 1725

M. Cafik: On me dit que c'est 10 p. 100. Est-ce si peu?

Le professeur Brecher: Je dis que les États-Unis et les autres pays alliés qui font partie de l'OTAN ne considèrent pas l'apport du Canada, sauf le fait qu'il soit membre de l'OTAN, comme important. La force de dissuasion de l'Alliance ne serait pas affaiblie, en Europe occidentale, si le Canada s'en retirait.

M. Cafik: Souhaiteriez-vous que d'autres pays membres de l'OTAN suivent la politique que vous nous prêchez?

Le professeur Brecher: Je ne crois pas que ceci relève de ma compétence, du moins pas cet après-midi. La politique extérieure du Canada ne doit pas nécessairement être celle des autres pays. Il s'agit de déterminer quels sont les intérêts globaux du Canada, et si sa participation à l'OTAN sert aussi bien ses intérêts globaux que pourraient le faire les autres options qui s'offrent à lui. C'est là-dessus que s'appuie mon commentaire que je crois bien fondé. Il ne s'agit pas de savoir ce que devrait faire la Norvège, la Belgique ou un autre pays de l'Europe occidentale.